

Goedkeuring van het Statuut van de Wereldgezondheidsorganisatie, onderteevend te New-York op 22 Juli 1946.

375. 1.

KONINKLIJKE BOODSCHAP.

Aan

de Tweede Kamer der Staten-Generaal.

Wij bieden U hiernevens ter overweging aan een ontwerp van wet (en bijlagen) tot goedkeuring van het Statuut van de Wereldgezondheidsorganisatie, onderteevend te New-York op 22 Juli 1946.

De toelichtende memorie (en bijlagen), die het wetsontwerp vergezelt, bevat de gronden, waarop het rust.

En hiermede bevelen Wij U in Godes heilige bescherming.

's-Gravenhage, den 28 December 1946.

WILHELMINA.

375. 2.

ONTWERP VAN WET.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of hooren lezen, saluut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat het vanwege Ons te New-York op 22 Juli 1946 onderteevend Statuut der

Wereldgezondheidsorganisatie te zamen met het gelijktijdig onderteevend Protocol nopens het Internationale Gezondheidsbureau, alvorens te kunnen worden bekrachtigd, ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal behoeft;

Zoo is het, dat Wij, den Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze;

Artikel 1.

Het vanwege Ons te New-York op 22 Juli 1946 onderteevend Statuut der Wereldgezondheidsorganisatie in afdruk nevens deze wet gevoegd, te zamen met het Protocol nopens het Internationale Gezondheidsbureau, wordt voor het Rijk in Europa goedgekeurd.

Artikel 2.

Deze wet treedt in werking met ingang van den dag na dien harer afkondiging.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministerieele Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven

De Minister van Sociale Zaken,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Bijlage I.

CONSTITUTION DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ.

Les États parties à cette Constitution déclarent, en accord avec la Charte des Nations Unies, que les principes suivants sont à la base du bonheur des peuples, de leurs relations harmonieuses et de leur sécurité:

La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.

La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale.

La santé de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité; elle dépend de la coopération la plus étroite des individus et des États.

Les résultats atteints par chaque État dans l'amélioration et la protection de la santé sont précieux pour tous.

L'inégalité des divers pays en ce qui concerne l'amélioration de la santé et la lutte contre les maladies, en particulier les maladies transmissibles, est un péril pour tous.

Le développement sain de l'enfant est d'une importance fondamentale; l'aptitude à vivre en harmonie avec un milieu en pleine transformation est essentielle à ce développement.

L'admission de tous les peuples au bénéfice des connaissances acquises par les sciences médicales, psychologiques et apparentées est essentielle pour atteindre le plus haut degré de santé.

Une opinion publique éclairée et une coopération active de la part du public sont d'une importance capitale pour l'amélioration de la santé des populations.

Les gouvernements ont la responsabilité de la santé de leurs peuples; ils ne peuvent y faire face qu'en prenant les mesures sanitaires et sociales appropriées.

Acceptant ces principes, dans le but de coopérer entre elles et avec tous autres pour améliorer et protéger la santé de tous les peuples, les Parties contractantes acquiescent à ladite Constitution et établissent par les présentes l'Organisation mondiale de la santé comme une institution spécialisée des Nations Unies.

CHAPITRE I.*But.***Article 1.**

Le but de l'Organisation mondiale de la santé (ci-après dénommée l'Organisation), est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible.

CONSTITUTION OF THE WORLD HEALTH ORGANIZATION.

The States parties to this Constitution declare, in conformity with the Charter of the United Nations, that the following principles are basic to the happiness, harmonious relations and security of all peoples:

Health is a state of complete physical, mental and social well-being and not merely the absence of disease or infirmity.

The enjoyment of the highest attainable standard of health is one of the fundamental rights of every human being without distinction of race, religion, political belief, economic or social condition.

The health of all peoples is fundamental to the attainment of peace and security and is dependent upon the fullest co-operation of individuals and States.

The achievement of any State in the promotion and protection of health is of value to all.

Unequal development in different countries in the promotion of health and control of disease, especially communicable disease, is a common danger.

Healthy development of the child is of basic importance; the ability to live harmoniously in a changing total environment is essential to such development.

The extension to all peoples of the benefits of medical, psychological and related knowledge is essential to the fullest attainment of health.

Informed opinion and active co-operation on the part of the public are of the utmost importance in the improvement of the health of the people.

Governments have a responsibility for the health of their peoples which can be fulfilled only by the provision of adequate health and social measures.

Accepting these principles, and for the purpose of co-operation among themselves and with others to promote and protect the health of all peoples, *the contracting parties* agree to the present Constitution and hereby establish the World Health Organization as a specialized agency of the United Nations.

CHAPTER I.*Objective.***Article 1.**

The objective of the World Health Organization (hereinafter called the Organization) shall be the attainment by all peoples of the highest possible level of health.

CHAPITRE II.

Fonctions.

Article 2.

L'Organisation, pour atteindre son but, exerce les fonctions suivantes :

(a) agir en tant qu'autorité directrice et coordinatrice, dans le domaine de la santé des travaux ayant un caractère international;

(b) établir et maintenir une collaboration effective avec les Nations Unies, les institutions spécialisées, les administrations gouvernementales de la santé, les groupes professionnels, ainsi que telles autres organisations qui paraîtraient indiquées;

(c) aider les gouvernements, sur leur demande, à renforcer leurs services de santé;

(d) fournir l'assistance technique appropriée et, dans les cas d'urgence, l'aide nécessaire, à la requête des Gouvernements ou sur leur acceptation;

(e) fournir ou aider à fournir, à la requête des Nations Unies, des services sanitaires et des secours à des groupements spéciaux tels que les populations des territoires sous tutelle;

(f) établir et entretenir tels services administratifs et techniques jugés nécessaires, y compris des services d'épidémiologie et de statistique;

(g) stimuler et faire progresser l'action tendant à la suppression des maladies épidémiques, endémiques et autres;

(h) stimuler, en coopérant au besoin avec d'autres institutions spécialisées, l'adoption de mesures propres à prévenir les dommages dus aux accidents;

(i) favoriser, en coopérant au besoin avec d'autres institutions spécialisées, l'amélioration de la nutrition, du logement, de l'assainissement, des loisirs, des conditions économiques et de travail, ainsi que de tous autres facteurs de l'hygiène du milieu;

(j) favoriser la coopération entre les groupes scientifiques et professionnels qui contribuent au progrès de la santé;

(k) proposer des conventions, accords et règlements, faire des recommandations concernant les questions internationales de santé et exécuter telles tâches pouvant être assignées de ce fait à l'Organisation et répondant à son but;

(l) faire progresser l'action en faveur de la santé et du bien-être de la mère et de l'enfant et favoriser leur aptitude à vivre en harmonie avec un milieu en pleine transformation;

(m) favoriser toutes activités dans le domaine de l'hygiène mentale, notamment celles se rapportant à l'établissement de relations harmonieuses entre les hommes;

(n) stimuler et guider la recherche dans le domaine de la santé;

(o) favoriser l'amélioration des normes de l'enseignement et celles de la formation du personnel sanitaire, médical et apparenté;

(p) étudier et faire connaître, en coopération au besoin avec d'autres institutions spécialisées, les techniques administratives et sociales concernant l'hygiène publique et les soins médicaux préventifs et curatifs, y compris les services hospitaliers et la sécurité sociale;

(q) fournir toutes informations, donner tous conseils et toute assistance dans le domaine de la santé;

(r) aider à former, parmi les peuples, une opinion publique éclairée en ce qui concerne la santé;

(s) établir et réviser, selon les besoins, la nomenclature internationale des maladies, des causes de décès et des méthodes d'hygiène publique;

(t) standardiser, dans la mesure où cela est nécessaire, les méthodes de diagnostic;

(u) développer, établir et encourager l'adoption de normes internationales en ce qui concerne les aliments, les produits biologiques, pharmaceutiques et similaires;

(v) d'une manière générale, prendre toute mesure nécessaire pour atteindre le but assigné à l'Organisation.

CHAPTER II.

Functions.

Article 2.

In order to achieve its objective, the functions of the Organization shall be:

(a) to act as the directing and co-ordinating authority on international health work;

(b) to establish and maintain effective collaboration with the United Nations, specialized agencies, governmental health administrations, professional groups and such other organizations as may be deemed appropriate;

(c) to assist governments, upon request, in strengthening health services;

(d) to furnish appropriate technical assistance and, in emergencies, necessary aid upon the request or acceptance of governments;

(e) to provide or assist in providing, upon the request of the United Nations, health services and facilities to special groups, such as the peoples of trust territories;

(f) to establish and maintain such administrative and technical services as may be required, including epidemiological and statistical services;

(g) to stimulate and advance work to eradicate epidemic, endemic and other diseases;

(h) to promote, in co-operation with other specialized agencies where necessary, the prevention of accidental injuries;

(i) to promote, in co-operation with other specialized agencies where necessary, the improvement of nutrition, housing, sanitation, recreation, economic or working conditions and other aspects of environmental hygiene;

(j) to promote co-operation among scientific and professional groups which contribute to the advancement of health;

(k) to propose conventions, agreements and regulations, and make recommendations with respect to international health matters and to perform such duties as may be assigned thereby to the Organization and are consistent with its objective;

(l) to promote maternal and child health and welfare and to foster the ability to live harmoniously in a changing total environment;

(m) to foster activities in the field of mental health, especially those affecting the harmony of human relations;

(n) to promote and conduct research in the field of health;

(o) to promote improved standards of teaching and training in health, medical and related professions;

(p) to study and report on, in co-operation with other specialized agencies where necessary, administrative and social techniques affecting public health and medical care from preventive and curative points of view, including hospital services and social security;

(q) to provide information, counsel and assistance in the field of health;

(r) to assist in developing an informed public opinion among all peoples on matters of health;

(s) to establish and revise as necessary international nomenclatures of diseases, of causes of death and of public health practices;

(t) to standardize diagnostic procedures as necessary;

(u) to develop, establish and promote international standards with respect to food, biological, pharmaceutical and similar products;

(v) generally to take all necessary action to attain the objective of the Organization.

CHAPITRE III.

Membres et membres associés.

Article 3.

La qualité de membre de l'Organisation est accessible à tous les États.

Article 4.

Les États Membres des Nations Unies peuvent devenir membres de l'Organisation en signant, ou en acceptant de toute autre manière, cette Constitution, conformément aux dispositions du Chapitre XIX et conformément à leurs règles constitutionnelles.

Article 5.

Les États dont les gouvernements ont été invités à envoyer des observateurs à la Conférence internationale de la santé, tenue à New-York en 1946, peuvent devenir membres en signant, ou en acceptant de toute autre manière, cette Constitution, conformément aux dispositions du Chapitre XIX et conformément à leurs règles constitutionnelles, pourvu que leur signature ou acceptation devienne définitive avant la première session de l'Assemblée de la santé.

Article 6.

Sous réserve des conditions de tout accord à intervenir entre les Nations Unies et l'Organisation et qui sera approuvé conformément au Chapitre XVI, les États qui ne deviennent pas membres, conformément aux dispositions des articles 4 et 5, peuvent demander à devenir membres et seront admis, en cette qualité, lorsque leur demande aura été approuvée à la majorité simple par l'Assemblée de la santé.

Article 7.

Lorsqu'un État Membre ne remplit pas ses obligations financières vis-à-vis de l'Organisation, ou dans d'autres circonstances exceptionnelles, l'Assemblée de la santé peut, aux conditions jugées par elle opportunes, suspendre les privilèges attachés au droit de vote et les services dont bénéficie l'État Membre. L'Assemblée de la santé aura pouvoir de rétablir ces privilèges afférents au droit de vote et ces services.

Article 8.

Les territoires ou groupes de territoires n'ayant pas la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales peuvent être admis en qualité de membres associés par l'Assemblée de la santé, sur la demande faite pour le compte d'un tel territoire ou groupe de territoires par l'État Membre ou par une autre autorité ayant la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales. Les représentants des membres associés à l'Assemblée de la santé devraient être qualifiés par leur compétence technique dans le domaine de santé et devraient être choisis dans la population indigène.

La nature et l'étendue des droits et obligations des membres associés seront déterminées par l'Assemblée de la santé.

CHAPITRE IV.

Organes.

Article 9.

Le fonctionnement de l'Organisation est assuré par :

- (a) l'Assemblée mondiale de la santé (ci-après dénommée Assemblée de la santé) ;
- (b) le Conseil exécutif (ci-après dénommé le Conseil) ;
- (c) le Secrétariat.

CHAPITRE V.

Assemblée mondiale de la santé.

Article 10.

L'Assemblée de la santé est composée de délégués représentant les États Membres.

CHAPTER III.

Membership and Associate Membership.

Article 3.

Membership in the Organization shall be open to all States.

Article 4.

Members of the United Nations may become Members of the Organization by signing or otherwise accepting this Constitution in accordance with the provisions of Chapter XIX and in accordance with their constitutional processes.

Article 5.

The States whose governments have been invited to send observers to the International Health Conference held in New York, 1946, may become Members by signing or otherwise accepting this Constitution in accordance with the provisions of Chapter XIX and in accordance with their constitutional processes provided that such signature or acceptance shall be completed before the first session of the Health Assembly.

Article 6.

Subject to the conditions of any agreement between the United Nations and the Organization, approved pursuant to Chapter XVI, States which do not become Members in accordance with Articles 4 and 5 may apply to become Members and shall be admitted as Members when their application has been approved by a simple majority vote of the Health Assembly.

Article 7.

If a Member fails to meet its financial obligations to the Organization or in other exceptional circumstances the Health Assembly may, on such conditions as it thinks proper, suspend the voting privileges and services to which a Member is entitled. The Health Assembly shall have the authority to restore such voting privileges and services.

Article 8.

Territories or groups of territories which are not responsible for the conduct of their international relations may be admitted as Associate Members by the Health Assembly upon application made on behalf of such territory or group of territories by the Member or other authority having responsibility for their international relations. Representatives of Associate Members to the Health Assembly should be qualified by their technical competence in the field of health and should be chosen from the native population. The nature and extent of the rights and obligations of Associate Members shall be determined by the Health Assembly.

CHAPTER IV.

Organs.

Article 9.

The work of the Organization shall be carried out by :

- (a) The World Health Assembly (hereinafter called the Health Assembly) ;
- (b) The Executive Board (hereinafter called the Board) ;
- (c) The Secretariat.

CHAPTER V.

The World Health Assembly.

Article 10.

The Health Assembly shall be composed of delegates representing Members.

Article 11.

Chaque État Membre est représenté par trois délégués au plus, l'un d'eux étant désigné par l'État Membre comme chef de délégation. Ces délégués devraient être choisis parmi les personnalités les plus qualifiées par leur compétence technique dans le domaine de la santé et qui, de préférence, représenteraient l'administration nationale de la santé de l'État Membre.

Article 12.

Des suppléants et des conseillers sont admis à accompagner les délégués.

Article 13.

L'Assemblée de la santé se réunit en session ordinaire annuelle et en autant de sessions extraordinaires que les circonstances peuvent l'exiger. Les sessions extraordinaires seront convoquées à la demande du Conseil ou d'une majorité des États Membres.

Article 14.

L'Assemblée de la santé, lors de chaque session annuelle, choisit le pays ou la région dans lequel se tiendra sa prochaine session annuelle, le Conseil en fixant ultérieurement le lieu. Le Conseil détermine le lieu où se tiendra chaque session extraordinaire.

Article 15.

Le Conseil, après consultation du Secrétaire général des Nations Unies, arrête la date de chaque session annuelle et de chaque session extraordinaire.

Article 16.

L'Assemblée de la santé élit son Président et les autres membres du bureau au début de chaque session annuelle. Ils demeurent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

Article 17.

L'Assemblée de la santé adopte son propre règlement.

Article 18.

Les fonctions de l'Assemblée de la santé consistent à :

- (a) arrêter la politique de l'Organisation ;
- (b) élire les États appelés à désigner une personnalité au Conseil ;
- (c) nommer le Directeur général ;
- (d) étudier et approuver les rapports et les activités du Conseil et du Directeur général, donner au Conseil des instructions en des matières où certaines mesures, certaines études et recherches, sur toute question concernant la santé que l'Assemblée de la santé pourra juger digne d'être signalées ;
- (e) créer toute commission nécessaire aux activités de l'Organisation ;
- (f) contrôler la politique financière de l'Organisation, examiner et approuver son budget ;
- (g) donner des instructions au Conseil et au Directeur général pour appeler l'attention des États Membres et des organisations internationales, gouvernementales ou non-gouvernementales, sur toute question concernant la santé que l'Assemblée de la santé pourra juger digne d'être signalée ;
- (h) inviter toute organisation internationale ou nationale, gouvernementale ou non-gouvernementale, assumant des responsabilités apparentées à celles de l'Organisation, à nommer des représentants pour participer, sans droit de vote, à ses sessions ou à celles des commissions et conférences réunies sous son autorité, aux conditions prescrites par l'Assemblée de la santé ; cependant, s'il s'agit d'organisations nationales, les invitations ne pourront être envoyées qu'avec le consentement du Gouvernement intéressé ;
- (i) étudier des recommandations ayant trait à la santé, émanant de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, des Conseils de sécurité ou de tutelle des Nations Unies et faire rapport à ceux-ci sur les mesures prises par l'Organisation en exécution de telles recommandations ;

Article 11.

Each Member shall be represented by not more than three delegates, one of whom shall be designated by the Member as chief delegate. These delegates should be chosen from among persons most qualified by their technical competence in the field of health, preferably representing the national health administration of the Member.

Article 12.

Alternates and advisers may accompany delegates.

Article 13.

The Health Assembly shall meet in regular annual session and in such special sessions as may be necessary. Special sessions shall be convened at the request of the Board or of a majority of the Members.

Article 14.

The Health Assembly, at each annual session, shall select the country or region in which the next annual session shall be held, the Board subsequently fixing the place. The Board shall determine the place where a special session shall be held.

Article 15.

The Board, after consultation with the Secretary-General of the United Nations, shall determine the date of each annual and special session.

Article 16.

The Health Assembly shall elect its President and other officers at the beginning of each annual session. They shall hold office until their successors are elected.

Article 17.

The Health Assembly shall adopt its own rules of procedure.

Article 18.

The functions of the Health Assembly shall be :

- (a) to determine the policies of the Organization ;
- (b) to name the Members entitled to designate a person to serve on the Board ;
- (c) to appoint the Director-General ;
- (d) to review and approve reports and activities of the Board and of the Director-General and to instruct the Board in regard to matters upon which action, study, investigation or report may be considered desirable ;
- (e) to establish such committees as may be considered necessary for the work of the Organization ;
- (f) to supervise the financial policies of the Organization and to review and approve the budget ;
- (g) to instruct the Board and the Director-General to bring to the attention of Members and of international organizations, governmental or non-governmental, any matter with regard to health which the Health Assembly may consider appropriate ;
- (h) to invite any organization, international or national, governmental or non-governmental, which has responsibilities related to those of the Organization, to appoint representatives to participate, without right of vote, in its meetings or in those of the committees and conferences convened under its authority, on conditions prescribed by the Health Assembly ; but in the case of national organizations, invitations shall be issued only with the consent of the government concerned ;
- (i) to consider recommendations bearing on health made by the General Assembly, the Economic and Social Council, the Security Council or Trusteeship Council of the United Nations, and to report to them on the steps taken by the Organization to give effect to such recommendations ;

(j) faire rapport au Conseil économique et social, conformément aux dispositions de tout accord intervenu entre l'Organisation et les Nations Unies;

(k) encourager ou diriger tous travaux de recherches dans le domaine de la santé en utilisant le personnel de l'Organisation, ou en créant des institutions qui lui seront propres ou en coopérant avec des institutions officielles ou non officielles de chaque État Membre, avec le consentement de son Gouvernement;

(l) créer telles autres institutions jugées souhaitables;

(m) prendre toute autre mesure propre à réaliser le but de l'Organisation.

Article 19.

L'Assemblée de la santé a autorité pour adopter des conventions ou accords se rapportant à toute question rentrant dans la compétence de l'Organisation. La majorité des deux tiers de l'Assemblée de la santé sera nécessaire pour l'adoption de ces conventions ou accords lesquels entreront en vigueur au regard de chaque État Membre lorsque ce dernier les aura acceptés conformément à ses règles constitutionnelles.

Article 20.

Chaque État Membre s'engage à prendre, dans un délai de dix-huit mois après l'adoption d'une convention ou d'un accord par l'Assemblée de la santé, les mesures en rapport avec l'acceptation de telle convention ou de tel accord. Chaque État Membre notifiera au Directeur général les mesures prises et, s'il n'accepte pas cette convention ou cet accord dans le délai prescrit, il adressera une déclaration motivant sa non-acceptation. En cas d'acceptation, chaque État Membre convient d'adresser un rapport annuel au Directeur général conformément au Chapitre XIV.

Article 21.

L'Assemblée de la santé aura autorité pour adopter les règlements concernant:

(a) telle mesure sanitaire et de quarantaine ou toute autre procédure destinée à empêcher la propagation des maladies d'un pays à l'autre;

(b) la nomenclature concernant les maladies, les causes de décès et les méthodes d'hygiène publique;

(c) des standards sur les méthodes de diagnostic applicables dans le cadre international;

(d) des normes relatives à l'innocuité, la pureté et l'activité des produits biologiques, pharmaceutiques et similaires qui se trouvent dans le commerce international;

(e) des conditions relatives à la publicité et à la désignation des produits biologiques, pharmaceutiques et similaires qui se trouvent dans le commerce international.

Article 22.

Les règlements adoptés en exécution de l'article 21 entreront en vigueur pour tous les États Membres, leur adoption par l'Assemblée de la santé ayant été dûment notifiée, exception faite pour tels Membres qui pourraient faire connaître au Directeur général, dans les délais prescrits par la notification, qu'ils les refusent ou font des réserves à leur sujet.

Article 23.

L'Assemblée de la santé a autorité pour faire des recommandations aux États Membres en ce qui concerne toute question entrant dans la compétence de l'Organisation.

CHAPITRE VI.

Conseil exécutif.

Article 24.

Le Conseil est composé de dix-huit personnes, désignées par autant d'États Membres. L'Assemblée de la santé choisit, compte tenu d'une répartition géographique équitable, les États appelés à désigner un délégué au Conseil. Chacun de ces États enverra au Conseil une personnalité, techniquement

(j) to report to the Economic and Social Council in accordance with any agreement between the Organization and the United Nations;

(k) to promote and conduct research in the field of health by the personnel of the Organization, by the establishment of its own institutions or by co-operation with official or non-official institutions of any Member with the consent of its government;

(l) to establish such other institutions as it may consider desirable;

(m) to take any other appropriate action to further the objective of the Organization.

Article 19.

The Health Assembly shall have authority to adopt conventions or agreements with respect to any matter within the competence of the Organization. A two-thirds vote of the Health Assembly shall be required for the adoption of such conventions or agreements which shall come into force for each Member when accepted by it in accordance with its constitutional processes.

Article 20.

Each Member undertakes that it will, within eighteen months after the adoption by the Health Assembly of a convention or agreement, take action relative to the acceptance of such convention or agreement. Each Member shall notify the Director-General of the action taken and if it does not accept such convention or agreement within the time limit, it will furnish a statement of the reasons for non-acceptance. In case of acceptance, each Member agrees to make an annual report to the Director-General in accordance with Chapter XIV.

Article 21.

The Health Assembly shall have authority to adopt regulations concerning:

(a) sanitary and quarantine requirements and other procedures designed to prevent the international spread of disease;

(b) nomenclatures with respect to diseases, causes of death and public health practices;

(c) standards with respect to diagnostic procedures for international use;

(d) standards with respect to the safety, purity and potency of biological, pharmaceutical and similar products moving in international commerce.

(e) advertising and labelling of biological, pharmaceutical and similar products moving in international commerce.

Article 22.

Regulations adopted pursuant to Article 21 shall come into force for all Members after due notice has been given of their adoption by the Health Assembly except for such Members as may notify the Director-General of rejection or reservations within the period stated in the notice.

Article 23.

The Health Assembly shall have authority to make recommendations to Members with respect to any matter within the competence of the Organization.

CHAPTER VI.

The Executive Board.

Article 24.

The Board shall consist of eighteen persons designated by as many Members. The Health Assembly, taking into account an equitable geographical distribution, shall elect the Members entitled to designate a person to serve on the Board. Each of these Members should appoint to the Board a person technically

Goedkeuring van het Statuut van de Wereldgezondheidsorganisatie, ondertekend te New-York op 22 Juli 1946.

qualifiée dans le domaine de la santé, qui pourra être accompagnée de suppléants et de conseillers.

Article 25.

Les membres sont élus pour trois ans et sont rééligibles; cependant en ce qui concerne les membres élus lors de la première session de l'Assemblée de la santé, la durée du mandat de six de ces membres sera d'une année et la durée du mandat de six autres membres sera de deux ans, la sélection étant déterminée par tirage au sort.

Article 26.

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an et détermine le lieu de chaque réunion.

Article 27.

Le Conseil élit son Président parmi ses membres et adopte son propre règlement.

Article 28.

Les fonctions du Conseil sont les suivantes:

- (a) appliquer les décisions et les directives de l'Assemblée de la santé;
- (b) agir comme organe exécutif de l'Assemblée de la santé;
- (c) exercer toute autre fonction à lui confiée par l'Assemblée de la santé;
- (d) donner des consultations à l'Assemblée de la santé sur les questions qui lui seraient soumises par cet organisme et sur celles qui seraient déferées à l'Organisation par des conventions, des accords et des règlements;
- (e) de sa propre initiative, soumettre à l'Assemblée de la santé des consultations ou des propositions;
- (f) préparer les ordres du jour des sessions de l'Assemblée de la santé;
- (g) soumettre à l'Assemblée de la santé, pour examen et approbation, un programme général de travail s'étendant sur une période déterminée;
- (h) étudier toutes questions relevant de sa compétence;
- (i) dans le cadre des fonctions et des ressources financières de l'Organisation, prendre toute mesure d'urgence dans le cas d'événements exigeant une action immédiate. Il peut en particulier autoriser le Directeur général à prendre les moyens nécessaires pour combattre les épidémies, participer à la mise en oeuvre des secours sanitaires à porter aux victimes d'une calamité, et entreprendre telles études ou recherches sur l'urgence desquelles son attention aura été attirée par un État quelconque ou par le Directeur général.

Article 29.

Le Conseil exerce, au nom de l'Assemblée de la santé tout entière, les pouvoirs qui lui sont délégués par cet organisme.

CHAPITRE VII.

Secrétariat.

Article 30.

Le Secrétariat comprend le Directeur général et tel personnel technique et administratif nécessaire à l'Organisation.

Article 31.

Le Directeur général est nommé par l'Assemblée de la santé, sur proposition du Conseil et suivant les conditions que l'Assemblée de la santé pourra fixer. Le Directeur général, placé sous l'autorité du Conseil, est le plus haut fonctionnaire technique et administratif de l'Organisation.

Article 32.

Le Directeur général est de droit Secrétaire de l'Assemblée de la santé, du Conseil, de toute commission et de tout comité de l'Organisation, ainsi que des conférences qu'elle convoque. Il peut déléguer ces fonctions.

qualified in the field of health, who may be accompanied by alternates and advisers.

Article 25.

The Members shall be elected for three years and may be re-elected; provided that of the Members elected at the first session of the Health Assembly, the terms of six Members shall be for one year and the terms of six Members shall be for two years, as determined by lot.

Article 26.

The Board shall meet at least twice a year and shall determine the place of each meeting.

Article 27.

The Board shall elect its Chairman from among its Members and shall adopt its own rules of procedure.

Article 28.

The functions of the Board shall be:

- (a) to give effect to the decisions and policies of the Health Assembly;
- (b) to act as the executive organ of the Health Assembly;
- (c) to perform any other functions entrusted to it by the Health Assembly;
- (d) to advise the Health Assembly on questions referred to it by that body and on matters assigned to the Organization by conventions, agreements and regulations;
- (e) to submit advice or proposals to the Health Assembly on its own initiative;
- (f) to prepare the agenda of meetings of the Health Assembly;
- (g) to submit to the Health Assembly for consideration and approval a general programme of work covering a specific period;
- (h) to study all questions within its competence;
- (i) to take emergency measures within the functions and financial resources of the Organization to deal with events requiring immediate action. In particular it may authorize the Director-General to take the necessary steps to combat epidemics, to participate in the organization of health relief to victims of a calamity and to undertake studies and research the urgency of which has been drawn to the attention of the Board by any Member or by the Director-General.

Article 29.

The Board shall exercise on behalf of the whole Health Assembly the powers delegated to it by that body.

CHAPTER VII.

The Secretariat.

Article 30.

The Secretariat shall comprise the Director-General and such technical and administrative staff as the Organization may require.

Article 31.

The Director-General shall be appointed by the Health Assembly on the nomination of the Board on such terms as the Health Assembly may determine. The Director-General, subject to the authority of the Board, shall be the chief technical and administrative officer of the Organization.

Article 32.

The Director-General shall be ex officio Secretary of the Health Assembly, of the Board, of all commissions and committees of the Organization and of conferences convened by it. He may delegate these functions.

Article 33.

Le Directeur général, ou son représentant, peut mettre en oeuvre une procédure en vertu d'un accord avec les États Membres, lui permettant, pour l'exercice de ses fonctions, d'entrer directement en rapport avec leurs divers départements ministériels, spécialement avec leurs administrations de la santé et avec les organisations sanitaires nationales, gouvernementales ou non. Il peut de même entrer en relations directes avec les organisations internationales dont les activités sont du ressort de l'Organisation. Il doit tenir les bureaux régionaux au courant de toutes questions intéressant leurs zones respectives d'activité.

Article 34.

Le Directeur général doit préparer et soumettre chaque année au Conseil les rapports financiers et les prévisions budgétaires de l'Organisation.

Article 35.

Le Directeur général nomme le personnel du Secrétariat conformément au Règlement du personnel établi par l'Assemblée de la santé. La considération primordiale qui devra dominer le recrutement du personnel sera de pourvoir à ce que l'efficacité, l'intégrité et la représentation de caractère international du Secrétariat soient assurées au plus haut degré. Il sera tenu compte également de l'importance qu'il y a à recruter le personnel sur une base géographique la plus large possible.

Article 36.

Les conditions de service du personnel de l'Organisation seront, autant que possible, conformes à celles des autres organisations des Nations Unies.

Article 37.

Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général et le personnel ne devront solliciter ou recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ou d'aucune autorité étrangère à l'Organisation. Ils s'abstiendront de toute action qui puisse porter atteinte à leur situation de fonctionnaires internationaux. Chaque État Membre de l'Organisation s'engage, de son côté, à respecter le caractère exclusivement international du Directeur général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer.

CHAPITRE VIII.

Commissions.

Article 38.

Le Conseil crée telles commissions que l'Assemblée de la santé peut prescrire et, sur sa propre initiative ou sur la proposition du Directeur général, peut créer toutes autres commissions jugées souhaitables pour des fins ressortissant à l'Organisation.

Article 39.

Le Conseil examine de temps en temps, et en tout cas une fois par an, la nécessité de maintenir chaque commission.

Article 40.

Le Conseil peut procéder à la création de commissions conjointes ou mixtes avec d'autres organisations ou y faire participer l'Organisation; il peut assurer la représentation de l'Organisation dans des commissions instituées par d'autres organismes.

CHAPITRE IX.

Conférences.

Article 41.

L'Assemblée de la santé ou le Conseil peut convoquer des conférences locales, générales, techniques ou toute autre d'un caractère spécial pour étudier telle question rentrant dans la compétence de l'Organisation et assurer la représentation, à ces conférences, d'organisations internationales et, avec le consentement des gouvernements intéressés, d'organisations nationales, les unes ou les autres pouvant être de caractère gouvernemental ou non. Les modalités de cette représentation sont fixées par l'Assemblée de la santé ou le Conseil.

Article 33.

The Director-General or his representative may establish a procedure by agreement with Members, permitting him, for the purpose of discharging his duties, to have direct access to their various departments, especially to their health administrations and to national health organizations, governmental or non-governmental. He may also establish direct relations with international organizations whose activities come within the competence of the Organization. He shall keep Regional Offices informed on all matters involving their respective areas.

Article 34.

The Director-General shall prepare and submit annually to the Board the financial statements and budget estimates of the Organization.

Article 35.

The Director-General shall appoint the staff of the Secretariat in accordance with staff regulations established by the Health Assembly. The paramount consideration in the employment of the staff shall be to assure that the efficiency, integrity and internationally representative character of the Secretariat shall be maintained at the highest level. Due regard shall be paid also to the importance of recruiting the staff on as wide a geographical basis as possible.

Article 36.

The conditions of service of the staff of the Organization shall conform as far as possible with those of other United Nations organizations.

Article 37.

In the performance of their duties the Director-General and the staff shall not seek or receive instructions from any government or from any authority external to the Organization. They shall refrain from any action which might reflect on their position as international officers. Each Member of the Organization on its part undertakes to respect the exclusively international character of the Director-General and the staff and not to seek to influence them.

CHAPTER VIII.

Committees.

Article 38.

The Board shall establish such committees as the Health Assembly may direct and, on its own initiative or on the proposal of the Director-General, may establish any other committees considered desirable to serve any purpose within the competence of the Organization.

Article 39.

The Board, from time to time and in any event annually, shall review the necessity for continuing each committee.

Article 40.

The Board may provide for the creation of or the participation by the Organization in joint or mixed committees with other organizations and for the representation of the Organization in committees established by such other organizations.

CHAPTER IX.

Conferences.

Article 41.

The Health Assembly or the Board may convene local, general, technical or other special conferences to consider any matter within the competence of the Organization and may provide for the representation at such conferences of international organizations and, with the consent of the government concerned, of national organizations, governmental or non-governmental. The manner of such representation shall be determined by the Health Assembly or the Board.

Goedkeuring van het Statuut van de Wereldgezondheids organisatie, ondertekend te New-York op 22 Juli 1946.

Article 42

Le Conseil pourvoit à la représentation de l'Organisation dans les conférences ou il estime que celle-ci possède un intérêt.

CHAPITRE X.

Siège.

Article 43.

Le lieu du siège de l'Organisation sera fixé par l'Assemblée de la santé, après consultation des Nations Unies.

CHAPITRE XI.

Arrangements régionaux.

Article 44.

(a) L'Assemblée de la santé, de temps en temps, détermine les régions géographiques où il est désirable d'établir une organisation régionale.

(b) L'Assemblée de la santé peut, avec le consentement de la majorité des Etats Membres situés dans chaque région ainsi déterminée, établir une organisation régionale pour répondre aux besoins particuliers de cette région. Il ne pourra y avoir plus d'une organisation régionale dans chaque région.

Article 45.

Chacune des organisations régionales sera partie intégrante de l'Organisation, en conformité avec la présente Constitution.

Article 46.

Chacune des organisations régionales comporte un comité régional et un bureau régional.

Article 47.

Les comités régionaux sont composés de représentants des Etats Membres et des membres associés de la région en question. Les territoires ou groupes de territoires d'une région n'ayant pas la responsabilité de la conduite de leurs relations internationales et qui ne sont pas des membres associés, ont le droit d'être représentés à ces comités régionaux et d'y participer. La nature et l'étendue des droits et des obligations de ces territoires ou groupes de territoires vis-à-vis des comités régionaux seront fixées par l'Assemblée de la santé, en consultation avec l'Etat Membre ou toute autre autorité ayant la responsabilité de la conduite des relations internationales de ces territoires et avec les Etats Membres de la région.

Article 48.

Les comités régionaux se réunissent aussi souvent qu'il est nécessaire et fixent le lieu de chaque réunion.

Article 49.

Les comités régionaux adoptent leur propre règlement.

Article 50.

Les fonctions du comité régional sont les suivantes:

(a) formuler des directives se rapportant à des questions d'un caractère exclusivement régional;

(b) contrôler les activités du bureau régional;

(c) proposer au bureau régional la réunion de conférences techniques ainsi que tout travail ou toute recherche additionnels sur des questions de santé qui, de l'avis du comité régional, seraient susceptibles d'atteindre le but poursuivi par l'Organisation dans la région;

(d) coopérer avec les comités régionaux respectifs des Nations Unies et avec ceux d'autres institutions spécialisées ainsi qu'avec d'autres organisations internationales régionales possédant avec l'Organisation des intérêts communs;

(e) fournir des avis à l'Organisation, par l'intermédiaire du Directeur général, sur les questions internationales de santé d'une importance débordant le cadre de la région;

Article 42.

The Board may provide for representation of the Organization at conferences in which the Board considers that the Organization has an interest.

CHAPTER X.

Headquarters.

Article 43.

The location of the headquarters of the Organization shall be determined by the Health Assembly after consultation with the United Nations.

CHAPTER XI.

Regional arrangements.

Article 44.

(a) The Health Assembly shall from time to time define the geographical areas in which it is desirable to establish a regional organization.

(b) The Health Assembly may, with the consent of a majority of the Members situated within each area so defined, establish a regional organization to meet the special needs of such area. There shall not be more than one regional organization in each region.

Article 45.

Each regional organization shall be an integral part of the Organization in accordance with this Constitution.

Article 46.

Each regional organization shall consist of a Regional Committee and a Regional Office.

Article 47.

Regional Committees shall be composed of representatives of the Member States and Associate Members in the region concerned. Territories or groups of territories within the region, which are not responsible for the conduct of their international relations and which are not Associate Members, shall have the right to be represented and to participate in Regional Committees. The nature and extent of the rights and obligations of these territories or groups of territories in Regional Committees shall be determined by the Health Assembly in consultation with the Member or other authority having responsibility for the international relations of these territories and with the Member States in the region.

Article 48.

Regional Committees shall meet as often as necessary and shall determine the place of each meeting.

Article 49.

Regional Committees shall adopt their own rules of procedure.

Article 50.

The functions of the Regional Committee shall be:

(a) to formulate policies governing matters of an exclusively regional character;

(b) to supervise the activities of the Regional Office;

(c) to suggest to the Regional Office the calling of technical conferences and such additional work or investigation in health matters as in the opinion of the Regional Committee would promote the objective of the Organization within the region;

(d) to co-operate with the respective regional committees of the United Nations and with those of other specialized agencies and with other regional international organizations having interests in common with the Organization;

(e) to tender advice, through the Director-General, to the Organization on international health matters which have wider than regional significance;

(f) recommander l'affectation de crédits régionaux supplémentaires par les gouvernements des régions respectives si la part du budget central de l'Organisation allouée à cette région est insuffisante pour l'accomplissement des fonctions régionales;

(g) toutes autres fonctions pouvant être déléguées au comité régional par l'Assemblée de la santé, le Conseil ou le Directeur général.

Article 51.

Sous l'autorité générale du Directeur général de l'Organisation, le bureau régional est l'organe administratif du comité régional. Il doit, en outre, exécuter, dans les limites de la région, les décisions de l'Assemblée de la santé et du Conseil.

Article 52.

Le chef du bureau régional est le Directeur régional nommé par le Conseil en accord avec le comité régional.

Article 53.

Le personnel du bureau régional est nommé conformément aux règles qui seront fixées dans un arrangement entre le Directeur général et le Directeur régional.

Article 54.

L'Organisation sanitaire panaméricaine, représentée par le Bureau sanitaire panaméricain et les Conférences sanitaires panaméricaines, et toutes autres organisations régionales inter-gouvernementales de santé existant avant la date de la signature de cette Constitution, seront intégrées en temps voulu dans l'Organisation. Cette intégration s'effectuera dès que possible par une action commune, basée sur le consentement mutuel des autorités compétentes exprimé par les organisations intéressées.

CHAPITRE XII.

Budget et dépenses.

Article 55.

Le Directeur général prépare et soumet au Conseil les prévisions budgétaires annuelles de l'Organisation. Le Conseil examine ces prévisions budgétaires et les soumet à l'Assemblée de la santé, en les accompagnant de telles recommandations qu'il croit opportunes.

Article 56.

Sous réserve de tel accord entre l'Organisation et les Nations Unies, l'Assemblée de la santé examine et approuve les prévisions budgétaires et effectue la répartition des dépenses parmi les États Membres, conformément au barème qu'elle devra arrêter.

Article 57.

L'Assemblée de la santé, ou le Conseil agissant au nom de l'Assemblée de la santé, a pouvoir d'accepter et d'administrer des dons et legs faits à l'Organisation, pourvu que les conditions attachées à ces dons ou legs paraissent acceptables à l'Assemblée de la santé ou au Conseil et cadrent avec les buts et la politique de l'Organisation.

Article 58.

Un fond spécial, dont le Conseil disposera à sa discrétion, sera constitué pour parer aux cas d'urgence et à tous événements imprévus.

CHAPITRE XIII.

Vote.

Article 59.

Chaque État Membre aura droit à une voix dans l'Assemblée de la santé.

(f) to recommend additional regional appropriations by the governments of the respective regions if the proportion of the central budget of the Organization allotted to that region is insufficient for the carrying out of the regional functions;

(g) such other functions as may be delegated to the Regional Committee by the Health Assembly, the Board or the Director General.

Article 51.

Subject to the general authority of the Director-General of the Organization, the Regional Office shall be the administrative organ of the Regional Committee. It shall, in addition, carry out within the region the decisions of the Health Assembly and of the Board.

Article 52.

The head of the Regional Office shall be the Regional Director appointed by the Board in agreement with the Regional Committee.

Article 53.

The staff of the Regional Office shall be appointed in a manner to be determined by agreement between the Director-General and the Regional Director.

Article 54.

The Pan American sanitary organization represented by the Pan American Sanitary Bureau and the Pan American Sanitary Conferences, and all other inter-governmental regional health organizations in existence prior to the date of signature of this Constitution, shall in due course be integrated with the Organization. This integration shall be effected as soon as practicable through common action based on mutual consent of the competent authorities expressed through the organizations concerned.

CHAPTER XII.

Budget and expenses.

Article 55.

The Director-General shall prepare and submit to the Board the annual budget estimates of the Organization. The Board shall consider and submit to the Health Assembly such budget estimates, together with any recommendations the Board may deem advisable.

Article 56.

Subject to any agreement between the Organization and the United Nations, the Health Assembly shall review and approve the budget estimates and shall apportion the expenses among the Members in accordance with a scale to be fixed by the Health Assembly.

Article 57.

The Health Assembly or the Board acting on behalf of the Health Assembly may accept and administer gifts and bequests made to the Organization provided that the conditions attached to such gifts or bequests are acceptable to the Health Assembly or the Board and are consistent with the objective and policies of the Organization.

Article 58.

A special fund to be used at the discretion of the Board shall be established to meet emergencies and unforeseen contingencies.

CHAPTER XIII.

Voting.

Article 59.

Each Member shall have one vote in the Health Assembly.

Article 60.

(a) Les décisions de l'Assemblée de la santé à prendre sur des questions importantes sont acquises à la majorité des deux tiers des États Membres présents et votants.

Ces questions comprennent: l'adoption de conventions ou d'accords; l'approbation d'accords liant l'Organisation aux Nations Unies, aux organisations et aux institutions intergouvernementales, en application des articles 69, 70 et 72; les modifications à la présente Constitution.

(b) Les décisions sur d'autres questions, y compris la fixation de catégories additionnelles de questions devant être décidées par une majorité des deux tiers, sont prises à la simple majorité des États Membres présents et votants.

(c) Le vote, au sein du Conseil et des commissions de l'Organisation, sur des questions de nature similaire, s'effectuera conformément aux dispositions des paragraphes (a) et (b) du présent article.

CHAPITRE XIV.

Rapports soumis par les États.

Article 61.

Chaque État Membre fait rapport annuellement à l'Organisation sur les mesures prises et les progrès réalisés pour améliorer la santé de sa population.

Article 62.

Chaque État Membre fait rapport annuellement sur les mesures prises en exécution des recommandations que l'Organisation lui aura faites et en exécution des conventions, accords et règlements.

Article 63.

Chaque État Membre communique rapidement à l'Organisation les lois, règlements, rapports officiels et statistiques importants concernant la santé et publiés dans cet État.

Article 64.

Chaque État Membre fournit des rapports statistiques et épidémiologiques selon des modalités à déterminer par l'Assemblée de la santé.

Article 65.

Sur requête du Conseil, chaque État Membre doit transmettre, dans la mesure du possible, toutes informations supplémentaires se rapportant à la santé.

CHAPITRE XV.

Capacité juridique, privilèges et immunités.

Article 66.

L'Organisation jouira sur le territoire de chaque État Membre de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

Article 67.

(a) L'Organisation jouira sur le territoire de chaque État Membre des privilèges et immunités nécessaires pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

(b) Les représentants des États Membres, les personnes désignées pour faire partie du Conseil et le personnel technique et administratif de l'Organisation jouiront également des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice de leurs fonctions se rapportant à l'Organisation.

Article 68.

Cette capacité juridique, ces privilèges et immunités seront déterminés dans un arrangement séparé lequel devra être préparé par l'Organisation, en consultation avec le Secrétaire général des Nations Unies, et sera conclu entre les États Membres.

Article 60.

(a) Decisions of the Health Assembly on important questions shall be made by a two-thirds majority of the Members present and voting. These questions shall include: the adoption of conventions or agreements; the approval of agreements bringing the Organization into relation with the United Nations and inter-governmental organizations and agencies in accordance with Articles 69, 70 and 72; amendments to this Constitution.

(b) Decisions on other questions, including the determination of additional categories of questions to be decided by a two-thirds majority, shall be made by a majority of the Members present and voting.

(c) Voting on analogous matters in the Board and in committees of the Organization shall be made in accordance with paragraphs (a) and (b) of this Article.

CHAPTER XIV.

Reports submitted by states.

Article 61.

Each Member shall report annually to the Organization on the action taken and progress achieved in improving the health of its people.

Article 62.

Each Member shall report annually on the action taken with respect to recommendations made to it by the Organization and with respect to conventions, agreements and regulations.

Article 63.

Each Member shall communicate promptly to the Organization important laws, regulations, official reports and statistics pertaining to health which have been published in the State concerned.

Article 64.

Each Member shall provide statistical and epidemiological reports in a manner to be determined by the Health Assembly.

Article 65.

Each Member shall transmit upon the request of the Board such additional information pertaining to health as may be practicable.

CHAPTER XV.

Legal capacity, privileges and immunities.

Article 66.

The Organization shall enjoy in the territory of each Member such legal capacity as may be necessary for the fulfilment of its objective and for the exercise of its functions.

Article 67.

(a) The Organization shall enjoy in the territory of each Member such privileges and immunities as may be necessary for the fulfilment of its objective and for the exercise of its functions.

(b) Representatives of Members, persons designated to serve on the Board and technical and administrative personnel of the Organization shall similarly enjoy such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions in connection with the Organization.

Article 68.

Such legal capacity, privileges and immunities shall be defined in a separate agreement to be prepared by the Organization in consultation with the Secretary-General of the United Nations and concluded between the Members.

CHAPITRE XVI

Relations avec d'autres organisations.

Article 69.

L'Organisation est rattachée aux Nations Unies comme une des institutions spécialisées prévues par l'article 57 de la Charte des Nations Unies. Le ou les accords établissant les rapports de l'Organisation avec les Nations Unies doivent être approuvés à la majorité des deux tiers de l'Assemblée de la santé.

Article 70.

L'Organisation doit établir des relations effectives et coopérer étroitement avec telles autres organisations intergouvernementales jugées souhaitables. Tout accord officiel conclu avec ces organisations doit être approuvé à la majorité des deux tiers de l'Assemblée de la santé.

Article 71.

L'Organisation peut, en ce qui concerne les questions de son ressort, prendre toutes dispositions convenables pour se concerter et coopérer avec des organisations internationales non-gouvernementales et, avec l'approbation du gouvernement intéressé, avec des organisations nationales, gouvernementales ou non-gouvernementales.

Article 72.

Sous réserve de l'approbation des deux tiers de l'Assemblée de la santé, l'Organisation peut reprendre à d'autres organisations ou institutions internationales, dont les buts et les activités rentrent dans le domaine de la compétence de l'Organisation, telles fonctions, ressources et obligations dont ladite Organisation serait chargée aux termes d'un accord international ou aux termes d'arrangements acceptables pour les deux parties et passés entre les autorités compétentes des organisations respectives.

CHAPITRE XVII.

Amendements.

Article 73.

Les textes des amendements proposés à cette Constitution seront communiqués par le Directeur général aux États Membres six mois au moins avant qu'ils ne soient examinés par l'Assemblée de la santé.

Les amendements entreront en vigueur à l'égard de tous les États Membres lorsqu'ils auront été adoptés par les deux tiers de l'Assemblée de la santé et acceptés par les deux tiers des États Membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

CHAPITRE XVIII.

Interprétation.

Article 74.

Les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe de cette Constitution sont considérés comme également authentiques.

Article 75.

Toute question ou différend concernant l'interprétation ou l'application de cette Constitution, qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou par l'Assemblée de la santé, sera déféré par les parties à la Cour Internationale de Justice conformément au statut de ladite Cour, à moins que les parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article 76.

Sous le couvert de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies ou sous le couvert de l'autorisation résultant de tout accord entre l'Organisation et les Nations Unies, l'Organisation pourra demander à la Cour Internationale de Justice un avis consultatif sur toute question juridique éventuelle du ressort de l'Organisation.

CHAPTER XVI.

Relations with other Organizations.

Article 69.

The Organization shall be brought into relation with the United Nations as one of the specialized agencies referred to in Article 57 of the Charter of the United Nations. The agreement or agreements bringing the Organization into relation with the United Nations shall be subject to approval by a two-thirds vote of the Health Assembly.

Article 70.

The Organization shall establish effective relations and cooperate closely with such other inter-governmental organizations as may be desirable. Any formal agreement entered into with such organizations shall be subject to approval by a two-thirds vote of the Health Assembly.

Article 71.

The Organization may, on matters within its competence, make suitable arrangements for consultation and co-operation with non-governmental international organizations and, with the consent of the government concerned, with national organizations, governmental or non-governmental.

Article 72.

Subject to the approval by a two-thirds vote of the Health Assembly, the Organization may take over from any other international organization or agency whose purpose and activities lie within the field of competence of the Organization such functions, resources and obligations as may be conferred upon the Organization by international agreement or by mutually acceptable arrangements entered into between the competent authorities of the respective organizations.

CHAPTER XVII.

Amendments.

Article 73.

Texts of proposed amendments to this Constitution shall be communicated by the Director-General to Members at least six months in advance of their consideration by the Health Assembly. Amendments shall come into force for all Members when adopted by a two-thirds vote of the Health Assembly and accepted by two-thirds of the Members in accordance with their respective constitutional processes.

CHAPTER XVIII.

Interpretation.

Article 74.

The Chinese, English, French, Russian and Spanish texts of this Constitution shall be regarded as equally authentic.

Article 75.

Any question or dispute concerning the interpretation or application of this Constitution which is not settled by negotiation or by the Health Assembly shall be referred to the International Court of Justice in conformity with the Statute of the Court, unless the parties concerned agree on another mode of settlement.

Article 76.

Upon authorization by the General Assembly of the United Nations or upon authorization in accordance with any agreement between the Organization and the United Nations, the Organization may request the International Court of Justice for an advisory opinion on any legal question arising within the competence of the Organization.

Article 77.

Le Directeur général peut représenter devant la Cour l'Organisation dans toute procédure se rapportant à toute demande d'avis consultatif. Il devra prendre les dispositions nécessaires pour soumettre l'affaire à la Cour, y compris celles nécessaires à l'exposé des arguments se rapportant aux vues différentes exprimées sur la question.

CHAPITRE XIX.

Entrée en vigueur.

Article 78.

Sous réserve des dispositions du Chapitre III, cette Constitution demeurera ouverte à signature ou à acceptation à tous les États.

Article 79.

(a) Les États pourront devenir parties à cette Constitution par:

- (i) la signature, sans réserve d'approbation;
 - (ii) la signature sous réserve d'approbation, suivie de l'acceptation;
 - (iii) l'acceptation pure et simple.
- (b) L'acceptation deviendra effective par le dépôt d'un instrument officiel entre les mains du Secrétaire général des Nations Unies.

Article 80.

Cette constitution entrera en vigueur lorsque vingt-six États Membres des Nations Unies en seront devenus parties, conformément aux dispositions de l'article 79.

Article 81.

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général des Nations Unies enregistrera cette Constitution lorsqu'elle aura été signée sans réserve d'approbation par un État ou au moment du dépôt du premier instrument d'acceptation.

Article 82.

Le Secrétaire général des Nations Unies informera les États parties à cette Constitution de la date de son entrée en vigueur. Il les informera également des dates auxquelles d'autres États deviendront parties à cette Constitution.

En foi de quoi les Représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, signent la présente Constitution.

Fait en la Ville de New-York, ce vingt-deux juillet 1946, en un seul original établi en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte étant également authentique.

Les textes originaux seront déposés dans les archives des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements représentés à la Conférence.

For Argentina: Pour l'Argentine:	ad referendum Alberto Zwanck.
For Australia: Pour l'Australie:	subject to approval and acceptance by Government of Commonwealth of Australia A. H. Tange.
For the Kingdom of Belgium: Pour le Royaume de Belgique:	sous réserve de ratification Dr. M. de Laet.
For Bolivia: Pour la Bolivie:	ad referendum Luis V. Sotelo.
For Brazil: Pour le Brésil:	ad referendum Geraldo H. de Paula Souza.
For Byelorussian Soviet Socialist Republic: Pour la République Soviétique Socialiste de Bélorussie:	subject to ratification by the Government ¹⁾ N. Evstafiev.

¹⁾ Deze woorden werden geschreven in de Russische taal.

Article 77.

The Director-General may appear before the Court on behalf of the Organization in connection with any proceedings arising out of any such request for an advisory opinion. He shall make arrangements for the presentation of the case before the Court including arrangements for the argument of different views on the question.

CHAPTER XIX.

Entry into force.

Article 78.

Subject to the provisions of Chapter III, this Constitution shall remain open to all States for signature or acceptance.

Article 79.

(a) States may become parties to this Constitution by:

- (i) signature without reservation as to approval;
- (ii) signature subject to approval followed by acceptance; or
- (iii) acceptance.

(b) Acceptance shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

Article 80.

This Constitution shall come into force when twenty-six Members of the United Nations have become parties to it in accordance with the provisions of Article 79.

Article 81.

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the Secretary-General of the United Nations will register this Constitution when it has been signed without reservation as to approval on behalf of one State or upon deposit of the first instrument of acceptance.

Article 82.

The Secretary-General of the United Nations will inform States parties to this Constitution of the date when it has come into force. He will also inform them of the dates when other States have become parties to this Constitution.

In faith whereof the undersigned representatives having been duly authorized for that purpose, sign this Constitution.

Done in the City of New York this twenty-second day of July 1946, in a single copy in the Chinese, English, French, Russian and Spanish languages, each text being equally authentic. The original texts shall be deposited in the archives of the United Nations. The Secretary-General of the United Nations will send certified copies to each of the Governments represented at the Conference.

For Canada: Pour le Canada:	subject to approval Brooke Claxton. Broek Chisholm.
For Chile: Pour le Chili:	con reserva de ratificacion constitucional Julio Bustos.
For China: Pour la Chine:	Shen J. K. L. Chin Yuan. Szeming Sze.
For Colombia: Pour la Colombie:	ad referendum Carlos Uribe Aguirre.
For Costa Rica: Pour Costa-Rica:	ad referendum Jaime Benavides.
For Cuba: Pour Cuba:	ad referendum Dr. Pedro Nogueira. Victor Santamarina.
For Czechoslovakia: Pour la Tchécoslovaquie:	ad referendum Dr. Josef Cancik.
For Denmark: Pour le Danemark:	ad referendum J. Oerskov.

For the Dominican Republic: Pour la République Dominicaine:	ad referendum Dr. L. F. Thomen.	For the Republic of the Philippines: Pour la République des Philippines:	ad referendum H. Lara. Walfrido de Leon.
For Ecuador: Pour l'Equateur:	ad referendum R. Nevarez Vasquez.	For Poland: Pour la Pologne:	ad referendum Edward Grzegorzewski.
For Egypt: Pour l'Égypte:	subject to ratification Dr. A. T. Chousa. Taha Elsayed Nasr bey. M. S. Abaza.	For Saudi Arabia: Pour l'Arabie Saoudite:	reserve et objection ratification Dr. Yahia Nasri. Dr. Madhat Cheikh-Al-Ardh.
For El Salvador: Pour le Salvador:	ad referendum Aristides Moll.	For Syria: Pour la Syrie:	subject to ratification Dr. C. Trefi.
For Ethiopia: Pour l'Éthiopie:	subject to ratification G. Tesema.	For Turkey: Pour la Turquie:	subject to ratification. I sign subject to approval and confirmation by my Government ¹⁾ Z. N. Barker.
For France: Pour la France:	ad referendum J. Parisot.	For the Ukrainian Soviet Socialist Republic: Pour la République Soviétique Socialiste d'Ukraine:	subject to ratification by the Supreme Council of the Ukrainian Soviet Socialist Republic ²⁾ L. I. Medved. I. I. Kaltehenko.
For Greece: Pour la Grèce:	ad referendum Dr. Phokion Kopanaris.	For the Union of Soviet Socialist Republics: Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:	subject to ratification by Praesidium of Supreme Council of Union of Soviet Socialist Republics ²⁾ F. G. Krotkov.
For Guatemala: Pour le Guatemala:	ad referendum G. Morán. J. A. Munoz.	For the Union of South Africa: Pour l'Union Sud-Africaine:	ad referendum H. S. Gear.
For Haiti: Pour Haiti:	ad referendum Rulx León.	For the United Kingdom of Great Britain & Northern Ireland: Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:	Melville D. Mackenzie. G. E. Yates.
For Honduras: Pour le Honduras:	ad referendum Juan Manuel Fiallos.	For the United States of America: Pour les États-Unis d'Amérique:	subject to approval Thomas Parran. Martha Eliot. Frank C. Boudreau.
For India: Pour l'Inde:	subject to ratification C. K. Lakshmanan. C. Mani.	For Uruguay: Pour l'Uruguay:	ad referendum José A. Mora. R. Rivero. Carlos M. Barberousse.
	These signatures are appended in agreement with His Majesty's Representative for the exercise of the functions of the Crown in its relations with the Indian States.	For Venezuela: Pour le Venezuela:	ad referendum A. Arreaza Guzman.
For Iran: Pour l'Iran:	subject to ratification by Iranian Parliament (Madjliss) Ghasseme Ghani. H. Hafezi.	For Yugoslavia: Pour la Yougoslavie:	with reservations as to ratification Dr. A. Stampar.
For Iraq: Pour l'Irak:	ad referendum S. Al-Zahawi. Dr. Ihsan Dogramaji.	For Albania: Pour l'Albanie:	avec réserve T. Jakova.
For Lebanon: Pour le Liban:	ad referendum Georges Hakim. Dr. A. Makhlouf.	For Austria: Pour l'Autriche:	with reservation Dr. Marius Kaiser.
For Liberia: Pour le Libéria:	ad referendum Joseph Nagbe Togba. John B. West.	For Bulgaria: Pour la Bulgarie:	subject to ratification Dr. D. P. Orahovatz.
For the Grand Duchy of Luxembourg: Pour le Grand Duché de Luxembourg:	sous réserve de ratification Dr. M. de Laet.	For Eire: Pour l'Eire:	subject to acceptance John D. MacCormack.
For Mexico: Pour le Mexique:	ad referendum Mondragón.	For Finland: Pour la Finlande:	ad referendum Osmo Turpeinen.
For the Kingdom of the Netherlands: Pour le Royaume des Pays-Bas:	ad referendum C. van den Berg. C. Banning. W. A. Timmerman.	For Italy: Pour l'Italie:	subject to ratification Giovanni Alberto Canaperia.
For New Zealand: Pour la Nouvelle Zélande:	ad referendum T. R. Ritchie.	For Portugal: Pour le Portugal:	subject to ratification Francisco C. Cambournac.
For Nicaragua: Pour le Nicaragua:	ad referendum A. Sevilla-Sacasa.	For Siam: Pour le Siam:	subject to approval Bunliang Tamthai.
For the Kingdom of Norway: Pour le Royaume de Norvège:	ad referendum Hans Th. Sandberg.	For Switzerland: Pour la Suisse:	sous réserve de ratification Dr. J. Eugster. A. Souter.
For Panama: Pour le Panama:	ad referendum J. J. Vallarino.	For Transjordan: Pour la Transjordanie:	subject to ratification Dr. D. P. Tuntunji.
For Paraguay: Pour le Paraguay:	ad referendum Angel R. Ginés.		
For Peru: Pour le Pérou:	ad referendum Carlos Enrique Paz Soldán. A. Toranzo.		

¹⁾ Deze woorden werden geschreven in de Turksche taal.²⁾ Deze woorden werden geschreven in de Russische taal.

Bijlage II.

PROTOCOLE RELATIF A L'OFFICE INTERNATIONAL D'HYGIENE PUBLIQUE.

Article 1.

Les Gouvernements signataires de ce Protocole conviennent, en ce qui les concerne, que les tâches et fonctions de l'Office International d'Hygiène Publique, telles que définies dans l'Arrangement signé à Rome le 9 décembre 1907, seront assumées par l'Organisation Mondiale de la Santé ou par la Commission intérimaire de celle-ci et que, sous réserve des obligations internationales existantes, ils prendront les mesures nécessaires dans ce but.

Article 2.

Les Parties à ce Protocole conviennent en outre, en ce qui les concerne, qu'à partir de la date de l'entrée en vigueur de ce Protocole les tâches et fonctions confiées à l'Office par les arrangements internationaux, figurant dans la liste de l'annexe 1, seront assumées par l'Organisation ou la Commission intérimaire de celle-ci.

Article 3.

L'Arrangement de 1907 cessera d'exister et l'Office sera dissous lorsque toutes les Parties à l'Arrangement auront convenu d'y mettre fin. Il est entendu que tout Gouvernement, partie à l'Arrangement de 1907, aura, en devenant partie à ce Protocole, accepté de mettre fin à l'Arrangement de 1907.

Article 4.

Les parties à ce Protocole conviennent en outre que, dans l'éventualité où toutes les parties à l'Arrangement de 1907 n'auraient pas donné leur consentement pour que ce dernier prit fin d'ici le 15 novembre 1949, elles devront alors, en application de l'article 8 de l'Arrangement en question, dénoncer l'Arrangement de 1907.

Article 5.

Tout Gouvernement, partie à l'Arrangement de 1907 et non signataire de ce Protocole, pourra, à tout moment, accepter ce Protocole en adressant un instrument d'acceptation au Secrétaire général des Nations Unies, lequel informera de cette adhésion tous les Gouvernements signataires ou ayant accepté ce Protocole.

Article 6.

Les Gouvernements peuvent devenir parties à ce Protocole par :

- (a) la signature, sans réserve d'approbation;
- (b) la signature sous réserve d'approbation, suivie d'une acceptation;
- (c) l'acceptation pure et simple.

L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument officiel entre les mains du Secrétaire général des Nations Unies.

PROTOCOL CONCERNING THE „OFFICE INTERNATIONAL D'HYGIENE PUBLIQUE”.

Article 1.

The Governments signatories to this protocol agree that, as between themselves, the duties and functions of the „Office International d'Hygiène Publique” as defined in the Agreement signed at Rome on 9 December 1907, shall be performed by the World Health Organization or its Interim Commission and that, subject to existing international obligations, they will take the necessary steps to accomplish this purpose.

Article 2.

The parties to this protocol further agree that, as between themselves, from the date when this protocol comes into force, the duties and functions conferred upon the OFFICE by the International agreements listed in Annex 1, shall be performed by the Organization or its Interim Commission.

Article 3.

The Agreement of 1907 shall be terminated and the OFFICE dissolved when all parties to the Agreement have agreed to its termination. It shall be understood that any Government party to the Agreement of 1907, has agreed, by becoming party to this protocol, to the termination of the Agreement of 1907.

Article 4.

The parties to this protocol further agree that, if all the parties to the Agreement of 1907 have not agreed to its termination by 15 November 1949, they will then, in accordance with Article 8 thereof, denounce the Agreement of 1907.

Article 5.

Any Government party to the Agreement of 1907 which is not a signatory to this protocol may at any time accept this protocol by sending an instrument of acceptance to the Secretary-General of the United Nations, who will inform all signatory and other Governments which have accepted this protocol of such accession.

Article 6.

Governments may become parties to this protocol by :

- (a) signature without reservation as to approval;
- (b) signature subject to approval followed by acceptance; or
- (c) acceptance.

Acceptance shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

Article 7.

Ce Protocole entrera en vigueur lorsque vingt Gouvernements parties à l'Arrangement de 1907 seront devenus parties à ce Protocole.

En foi de quoi les Représentants dûment autorisés de leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Protocole, établi en langues anglaise et française, l'un et l'autre texte étant également authentiques, en un seul original, lequel sera déposé entre les mains du Secrétaire général des Nations Unies. Des copies authentiques seront délivrées par le Secrétaire général des Nations Unies à chacun des Gouvernements signataires ou ayant accédé et à tout autre Gouvernement qui, à la date de la signature de ce Protocole, sera partie à l'Arrangement de 1907. Le Secrétaire général notifiera, aussitôt que possible, à chaque Gouvernement ayant accepté ce Protocole la date de son entrée en vigueur.

Fait en la ville de New-York, ce vingt-deux juillet 1946.

For Argentina: Pour l'Argentine:	ad referendum Alberto Zwanck.
For Australia: Pour l'Australie:	subject to approval and acceptance by Government of Commonwealth of Australia A. H. Tange.
For the Kingdom of Belgium: Pour le Royaume de Belgique:	sous réserve de ratification Dr. M. de Laet.
For Bolivia: Pour la Bolivie:	Luis V. Sotelo.
For Brazil: Pour le Brésil:	ad referendum Geraldo H. de Paula Souza.
For Byelorussian Soviet Socialist Republic: Pour la République Soviétique Socialiste de Bélorussie:	N. Evstafiev.
For Canada: Pour le Canada:	subject to approval Brooke Claxton. Brock Chisholm.
For Chile: Pour le Chili:	ad referendum Julio Bustos.
For China: Pour la Chine:	Shen J. K. L. Chin Yuan. Szeming Sze.
For Colombia: Pour la Colombie:	Carlos Uribe Aguirre.
For Costa Rica: Pour Costa-Rica:	Jaine Benavides.
For Cuba: Pour Cuba:	ad referendum Dr. Pedro Nogueira. Victor Santamarina.
For Czechoslovakia: Pour la Tchécoslovaquie:	ad referendum Dr. Josef Cancik.
For Denmark: Pour le Danemark:	ad referendum J. Oerskov.
For the Dominican Republic: Pour la République Dominicaine:	ad referendum Dr. L. F. Thomen.
For Ecuador: Pour l'Equateur:	ad referendum R. Nevarez Vasquez.
For Egypt: Pour l'Égypte:	subject to ratification Dr. A. T. Chousa. Taha Elsayed Nasr bey. M. S. Abaza.
For Ethiopia: Pour l'Éthiopie:	subject to ratification G. Tesema.
For France: Pour la France:	ad referendum J. Parisot.

Article 7.

This protocol shall come into force when twenty Governments parties to the Agreement of 1907, have become parties to this protocol.

In witness whereof the duly authorized representatives of their respective Governments have signed the present protocol, which is drawn up in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations. Authentic copies shall be furnished by the Secretary-General of the United Nations to each of the signatory and accepting Governments and to any other Government which, at the time this protocol is signed, is a party to the Agreement of 1907. The Secretary-General will as soon as possible notify each of the parties to this protocol when it comes into force.

Done in the City of New-York this twenty-second day of July 1946.

For Greece: Pour la Grèce:	ad referendum Dr. Phokion Kopanaris.
For Guatemala: Pour le Guatemala:	ad referendum G. Morán. J. A. Munoz.
For Haiti: Pour Haiti:	ad referendum Rulx León.
For Honduras: Pour le Honduras:	ad referendum Juan Manuel Fiallos.
For India: Pour l'Inde:	subject to ratification C. K. Lakshmanan. C. Mani.
For Iran: Pour l'Iran:	subject to ratification by Iranian Parliament (Madjliss) Ghasseme Ghani. H. Hafezi.
For Iraq: Pour l'Irak:	ad referendum S. Al-Zahawi. Dr. Ihsan Dogramaji.
For Lebanon: Pour le Liban:	ad referendum Georges Hakim. Dr. A. Makhlof.
For Liberia: Pour le Libéria:	ad referendum Joseph Nagbe Togba. John B. West.
For the Grand Duchy of Luxembourg: Pour le Grand Duché de Luxembourg:	Sous réserve de ratification Dr. M. de Laet.
For Mexico: Pour le Mexique:	ad referendum Mondragón.
For the Kingdom of the Netherlands: Pour le Royaume des Pays-Bas:	ad referendum C. van den Berg. C. Banning. W. A. Timmerman.
For New Zealand: Pour la Nouvelle Zélande:	ad referendum T. R. Ritchie.
For Nicaragua: Pour le Nicaragua:	ad referendum A. Sevilla-Sacasa.
For the Kingdom of Norway: Pour le Royaume de Norvège:	ad referendum Hans Th. Sandberg.
For Panama: Pour le Panama:	ad referendum J. J. Vallarino.
For Paraguay: Pour le Paraguay:	ad referendum Angel R. Ginés.

These signatures are appended in agreement with His Majesty's Representative for the exercise of the functions of the Crown in its relations with the Indian States.

Goedkeuring van het Statuut van de Wereldgezondheidsorganisatie, ondertekend te New-York op 22 Juli 1946.

For Peru: Pour le Pérou:	ad referendum Carlos Enrique Paz Soldán. A. Toranzo.	For the United States of America: Pour les États-Unis d'Amérique:	subject to approval Thomas Parran. Martha Eliot. Frank C. Boudreau.
For the Republic of the Philippines: Pour la République des Philippines:	H. Lara. Walfrido de Leon.	For Uruguay: Pour l'Uruguay:	ad referendum José A. Mora. R. Rivero. Carlos M. Barberousse.
For Poland: Pour la Pologne:	Edward Grzegorzewski.	For Venezuela: Pour le Venezuela:	ad referendum A. Arreaza Guzman.
For Saudi Arabia: Pour l'Arabie Saoudite:	Dr. Yahia Nasri. Dr. Madhat Cheikh-Al-Ardh.	For Yugoslavia: Pour la Yougoslavie:	with reservations as to ratification Dr. A. Stampar.
For Syria: Pour la Syrie:	subject to ratification Dr. C. Trefi.		
For Turkey: Pour la Turquie:	Z. N. Barker.	For Albania: Pour l'Albanie:	T. Jakova.
For the Ukrainian Soviet Socialist Republic: Pour la République Soviétique Socialiste d'Ukraine:	L. I. Medved. I. I. Kaltchenko.	For Austria: Pour l'Autriche:	Dr. Marius Kaiser.
For the Union of Soviet Socialist Republics: Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:	F. G. Krotkov.	For Bulgaria: Pour la Bulgarie:	Dr. D. P. Orahovatz.
For the Union of South Africa: Pour l'Union Sud-Afri- caine:	ad referendum H. S. Gear.	For Eire: Pour l'Eire:	subject to acceptance John D. MacCormack. Osmo Turpeinen.
For the United Kingdom of Great Britain & Nor- thern Ireland: Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:	Melville D. Mackenzie. G. E. Yates.	For Finland: Pour la Finlande:	
		For Italy: Pour l'Italie:	subject to ratification Giovanni Alberto Canaperia.
		For Portugal: Pour le Portugal:	subject to ratification Francisco C. Cambournac. Bunliang Tamthai.
		For Siam: Pour le Siam:	
		For Switzerland: Pour la Suisse:	sous réserve de ratification Dr. J. Eugster. A. Souter.
		For Transjordan: Pour la Transjordanie:	Dr. D. P. Tuntunji.

ANNEXE 1.

1. Convention Sanitaire Internationale du 21 juin 1926.
2. Convention portant modification de la Convention Sanitaire Internationale du 21 juin 1926, signée le 31 octobre 1938.
3. Convention Sanitaire Internationale de 1944, portant modification de la Convention Sanitaire Internationale du 21 juin 1926.
4. Protocole prorogeant la Convention Sanitaire Internationale de 1944, (ouvert à signature le 23 avril 1946; en vigueur le 30 avril 1946).
5. Convention Sanitaire Internationale pour la Navigation Aérienne du 12 avril 1933.
6. Convention Sanitaire Internationale pour la Navigation Aérienne de 1944, portant modification de la Convention Sanitaire Internationale pour la Navigation Aérienne du 12 avril 1933.
7. Protocole prorogeant la Convention Sanitaire Internationale pour la Navigation Aérienne de 1944, (ouvert à signature le 23 avril 1946; en vigueur le 30 avril 1946).
8. Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, Bruxelles, le 1er décembre 1924.
9. Convention de l'opium, Genève, le 19 février 1925.
10. Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, Genève, le 13 juillet 1931.
11. Convention relative au sérum antidiphthérique, Paris, le 1er août 1930.
12. Convention internationale sur la protection mutuelle contre la fièvre dengue, Athènes, le 25 juillet 1934.
13. Arrangement international concernant la suppression des patentes de santé, Paris, le 22 décembre 1934.
14. Arrangement international concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé, Paris, le 22 décembre 1934.
15. Arrangement international concernant le transport des corps, Berlin, le 10 février 1937.

ANNEX 1.

1. International Sanitary Convention of 21 June 1926.
2. Convention Modifying the International Sanitary Convention of 21 June 1926, signed 31 October 1938.
3. International Sanitary Convention, 1944, Modifying the International Sanitary Convention of 21 June 1926.
4. Protocol to Prolong the International Sanitary Convention, 1944 (opened for signature 23 April 1946; in force 30 April 1946).
5. International Sanitary Convention for Aerial Navigation of 12 April 1933.
6. International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944, Modifying the International Sanitary Convention for Aerial Navigation of 12 April 1933.
7. Protocol to Prolong the International Sanitary Convention for Aerial Navigation, 1944 (opened for signature 23 April 1946; in force 30 April 1946).
8. International Agreement Relating to Facilities to be Accorded to Merchant Seamen in the Treatment of Venereal Diseases, Brussels, 1 December 1924.
9. Convention on Traffic in Opium and Drugs, Geneva, 19 February 1925.
10. Convention for Limiting the Manufacture and Regulating the Distribution of Narcotic Drugs, Geneva, 13 July 1931.
11. Convention Relating to the Antidiphtheria Serum, Paris, 1 August 1930.
12. International Convention for Mutual Protection against Dengue Fever, Athens, 25 July 1934.
13. International Agreement for Dispensing with Bills of Health, Paris, 22 December 1934.
14. International Agreement for Dispensing with Consular Visas on Bills of Health, Paris, 22 December 1934.
15. International Agreement Concerning the Transport of Corpses, Berlin, 10 February 1937.